



Mairie de  
La Roche Blanche

## ARRETE MUNICIPAL N° 051 / 2026

### Portant autorisation de vente au déballage BOURSE AUX JOUETS - ASSOCIATION « L'ATTRAPE REVES » Maison des Loisirs et du Tourisme

Le Maire de la Commune de LA ROCHE BLANCHE,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants,
- VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2122-1 et suivants, L.2125-1 et suivants,
- VU le Code pénal, notamment ses articles 321-7 à 321-8 et R.321-1 à R.321-12, relatif à la déclaration préalable de vente au déballage,
- VU le Code de commerce, notamment les articles L.310-2, L.310-5, R.310-8, R.310-9 et R.310-19, relatif à la déclaration préalable de vente au déballage,
- VU le décret n° 2009-16 du 7 janvier 2009 relatif aux ventes au déballage et pris en application de l'article L.310-2 du Code de commerce,
- VU l'arrêté du 9 janvier 2009 relatif à la déclaration préalable des ventes au déballage,
- VU la demande d'autorisation de vente au déballage effectuée en date du 07 mai 2026, au profit de l'Association « L'ATTRAPE REVES » représentée, par Mme Marine ARAUJO, en sa qualité de Présidente.
- **Considérant** qu'il convient de définir les conditions d'organisation de ladite vente sur le domaine public et de garantir ainsi la sécurité des personnes et des biens sur la commune,
- **Considérant** que la demande de l'intéressé remplit les conditions requises par la réglementation pour être favorablement accueillie,

#### ARRETE :

**Article 1 :** L'Association « L'ATTRAPE REVES » basée 03 rue sous les murs à la Roche Blanche est autorisée à effectuer une vente au déballage intitulée « BOURSE AUX JOUETS » le dimanche 07 juin 2026 (soit pour une durée de 01 jour / de 08 heures 00 à 18 heures 00) à la Maison des Loisirs et du Tourisme (avec occupation d'une partie du parking principal de la MLT) au 37, avenue de la République à LA ROCHE BLANCHE.

**Article 2 :** Ne pourront être vendues lors de cette manifestation que les marchandises indiquées lors de la déclaration et ci-dessous exposées : « matériels de puériculture, jouets et vêtements enfants » et sous condition du respect des règles d'hygiène et de sécurité applicables en la matière.

**Article 3 :** Le statut juridique des exposants devra être conforme aux dispositions réglementaires en vigueur et un registre permettant l'identification des vendeurs devra être tenu par l'organisateur.

**Article 4 :** Toute publicité relative à la vente ci-dessus autorisée devra mentionner la date et l'auteur de l'autorisation, la période pour laquelle elle a été délivrée ainsi que l'identité et la qualité du bénéficiaire.

**Article 5 :** Le demandeur devra se conformer à toutes les obligations légales applicables en matière de ventes au déballage et devra répondre aux obligations générales de sécurité, en se confortant notamment aux prescriptions ci-après :

- Garantir une voie de circulation pour les véhicules d'incendie et de secours ;
- Maintenir un passage d'au moins un mètre vingt pour permettre la circulation des personnes à mobilité réduite et des piétons sur le domaine public.

**Article 6 :** Le demandeur s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

**Article 07 :** Monsieur le Maire de La Roche Blanche, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Romagnat et Monsieur le Brigadier-Chef Principal de la police municipale de La Roche Blanche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et remis à l'intéressée. Un exemplaire sera transmis à la Direction Départementale de la Protection des Populations.

Fait à la Roche Blanche, le 11 mai 2026.

Le Maire,  
Gérard VIALAT



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

- informe qu'en vertu du Décret n°83-1025 du 28.11.1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers (Art. 9 du Décret n°83-1025/1983) modifiant le Décret n°65-25 relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative (art. 1 alinéa 6) le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de 2 mois à compter de la notification.
- Affiché et Notifié le 11/05/2026.